

Un appel unitaire pour le report des épreuves de spécialité

2-3 minutes

JM Blanquer est-il capable d'entendre la voix de tous les acteurs de l'Ecole ? Car cette fois-ci ils y sont presque tous pour demander le report des épreuves de spécialité prévues en mars. Syndicats et mouvements lycéens demandent aussi l'embauche de personnels et d'enseignants pour venir en renfort dans les établissements.



"Il n'est pas possible de maintenir les épreuves de spécialité du baccalauréat général et technologique en mars", déclarent ensemble la Cgt, Sud, le Snes Fsu et le Snuep Fsu, l'Unsa éducation, le Se Unsa, le Snetap, le Snalc, et le Sgen Cfdt. Le SIA, syndicat d'inspecteurs d'académie, soutient la démarche qui bénéficie aussi de la signature de la Fidl et de l'Unl.

"Le travail personnel solitaire face à un écran devant des notions jamais abordées dans le groupe classe ne peut pas être considéré comme une condition facilitante d'apprentissage, et les élèves ne disposent pas tou-te-s des mêmes équipements informatiques. Les inégalités scolaires, territoriales et entre établissements s'aggravent toujours plus. Il n'est pas soutenable d'imaginer que des candidat-e-s se trouveraient

évalués sur des notions qu'ils auraient étudiées différemment voire qu'ils n'auraient pas étudiées en classe avec les enseignants et avec leurs pairs. Il s'agit bien de préserver l'égalité de traitement des candidat-e-s et la valeur du diplôme", expliquent les organisations. Aujourd'hui deux lycées sur trois fonctionnent en alternance et un tiers en présentiel 100%. La réponse du ministre a été le 14 janvier de demander le retour en classe des terminales en 100% présentiel en plein essor épidémique.

Les organisations demandent également "une embauche massive d'enseignant-e-s, de personnels éducatifs, sociaux et sanitaires pour accompagner au mieux la continuité des parcours scolaires des élèves comme leur développement psycho-social".

[L'appel](#)